



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. générale
20 février 2019
Français
Original : anglais

Conseil du commerce et du développement Commission du commerce et du développement Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement

Septième session

Genève, 1^{er}-2 mai 2019

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Renforcement des capacités productives grâce aux services

Note du secrétariat de la CNUCED

Résumé

Le renforcement des capacités productives peut *in fine* aider les pays en développement et notamment les pays les moins avancés à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à atteindre les objectifs touchant à l'élimination de la pauvreté, à la croissance économique durable, à la réduction des inégalités, à l'augmentation des exportations des pays en développement et au doublement de la part des exportations des pays les moins avancés dans les exportations totales. Le secteur des services est celui qui pèse le plus dans l'économie et représente une part croissante du produit intérieur brut, du commerce et de l'emploi. Les services contribuent également au renforcement des capacités productives en fournissant des ressources productives qui sont utilisées comme intrants dans d'autres secteurs et en créant des liens de production. La numérisation des processus de production et de logistique entraînera une transformation de l'industrie. Les pays en développement qui ne prennent pas en compte cette réalité risquent d'être laissés pour compte. Ils pourraient réduire le déficit persistant de leur balance commerciale des services, notamment en augmentant leurs capacités de prestation de services sur leur marché intérieur et en levant certains obstacles à leurs exportations de services. Ils pourraient en outre importer les services essentiels qui leur font défaut. Il faudrait également renforcer la collecte de données sur les services et l'échange des connaissances entre les pays, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. De nombreux pays en développement se trouvent à des stades de développement analogues ou pas trop éloignés et sont donc en mesure de partager des pratiques optimales utiles.



I. Introduction

1. Le renforcement des capacités productives des pays en développement et des pays les moins avancés est nécessaire pour atteindre les ambitieux objectifs de développement durable énoncés dans le Programme pour le développement durable de 2030, notamment les objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 8 (croissance économique durable), 10 (réduction des inégalités) et 17 (augmentation des exportations des pays en développement et doublement de la part des exportations des pays les moins avancés dans les exportations totales), qui feront l'objet d'un examen en 2019 par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies.
2. La CNUCED définit les capacités productives comme « les ressources productives, les capacités entrepreneuriales et les liens de production qui ensemble déterminent la capacité d'un pays de produire des biens et services et lui permettent de croître et de se développer »¹.
3. Le secteur des services est une composante majeure de l'économie mondiale actuelle, représentant une part croissante du produit intérieur brut (PIB), du commerce et de l'emploi. Le développement du secteur contribue à l'amélioration des capacités productives dans l'ensemble de l'économie en raison de l'importance directe que revêt le secteur dans l'économie et de ses effets sur tous les secteurs qui utilisent les services comme intrants, y compris l'agriculture et l'industrie manufacturière.
4. La présente note donne un bref aperçu qui éclairera les débats de la septième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement, dont le thème est rôle des services dans le renforcement des capacités productives.

II. Le rôle des services dans l'économie et le commerce

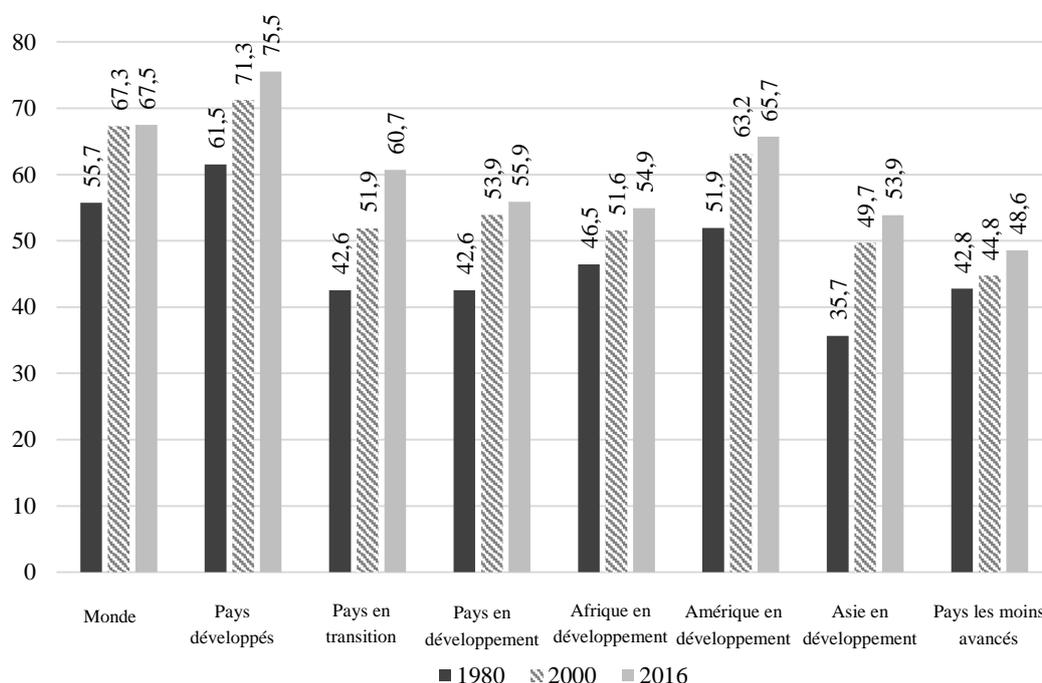
A. La part des services dans le produit intérieur brut, l'emploi et l'investissement étranger direct

5. Le secteur des services est celui qui pèse le plus dans l'économie mondiale, sa contribution au PIB mondial s'élevant à 48 300 milliards de dollars en 2016, soit environ 68 % du total (voir la figure 1). Si les services sont devenus le secteur prépondérant dans presque tous les pays, leur part dans la production varie considérablement entre les pays développés et les pays en développement et entre les régions en développement du monde. Comme le montre la figure 1, cette part est de 76 % dans les pays développés, de 56 % dans les pays en développement et de moins de 50 % dans les pays les moins avancés, ce qui donne à penser que le potentiel d'expansion des services dans ces deux derniers groupes de pays est considérable. Depuis 1980, la part du secteur dans la production mondiale a augmenté de 12 points de pourcentage, tandis que le secteur manufacturier et l'agriculture ont diminué dans presque toutes les régions du monde. La progression de la part du secteur des services dans la production a été plus forte dans les années 1980 et 1990, mais elle s'est ralentie tant dans les pays développés que dans les pays en développement au cours du nouveau millénaire. Cette évolution est peut-être due à la crise financière de 2008 et à la crise économique mondiale qui s'ensuivit. Les principaux services tels que les services financiers, les transports, les télécommunications, l'énergie, l'approvisionnement en eau et les services aux entreprises (c'est-à-dire les « services aux producteurs ») sont des intrants indispensables pour les autres secteurs économiques.

¹ CNUCED, 2006, *Rapport 2006 sur les pays les moins avancés : Développer les capacités productives* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.06.II.D.9, New York et Genève), p. 63 et 65.

Figure 1
Part du secteur des services dans le produit intérieur brut selon le niveau de développement

(En pourcentage)



Source : Base de données UNCTADstat.

6. Les pays développés sont les principaux prestataires mondiaux de services, assurant environ 65 % de la production mondiale de services en 2016. Dans le même temps, les pays en développement n'ont représenté qu'environ 32 % du total (voir le tableau 1), bien qu'ils aient doublé leur part dans la production mondiale de services au cours des dix dernières années. C'est dans les pays en transition que la part des services dans le PIB a connu la plus forte augmentation, équivalant en 2016 à 9 points de pourcentage de plus qu'en 2000. Cependant, la croissance économique de ces pays (ainsi que celle des services) n'a pas été aussi rapide que celle de l'économie mondiale. De même, les pays en développement d'Amérique latine ont enregistré à peu près le même taux de croissance que la production mondiale. Ainsi, la part des pays en transition dans les services mondiaux a sensiblement diminué, tandis que celle de l'Amérique latine n'a que légèrement augmenté au cours de la période en question.

Tableau 1
Répartition de la production des services mondiaux par région économique

(En pourcentage)

	1980	2000	2016
Pays développés	76,7	81,9	65,6
Pays en transition	6,5	0,8	2,1
Pays en développement	16,8	17,3	32,4
Afrique	3,6	1,5	2,3
Amérique	5,9	6,0	6,2
Asie	7,2	9,8	23,7
Pays les moins avancés	0,8	0,4	0,9

Source : Base de données UNCTADstat.

7. Le secteur des services est la principale source d'emplois dans le monde ; en 2017, il employait 1,7 milliard de personnes, soit 51,1 % des effectifs mondiaux. Au cours de la période 2000-2017, il est devenu le principal créateur d'emplois, affichant une croissance annuelle de 3 %, supérieure à celle de l'agriculture (-1,2 %) et de l'industrie (1,5 %)².

8. Malgré une forte croissance de l'emploi, la contribution du secteur des services à l'emploi total varie considérablement entre les pays développés et les pays en développement³. S'il est le principal employeur dans les pays développés (environ 75 %) et dans les pays en développement (environ 46 %), le secteur n'a absorbé en 2017 que 27,2 % des travailleurs des pays les moins avancés, où l'agriculture représente encore environ 60 % des emplois. Toutefois, la contribution du secteur des services à la création d'emplois a considérablement augmenté au cours des dix-sept dernières années, tant dans les pays en développement que dans les pays les moins avancés. Elle a progressé d'environ 15 points de pourcentage et 9 points de pourcentage respectivement dans les pays en développement et dans les pays les moins avancés.

9. Le secteur des services a joué un rôle important dans la lutte contre la détérioration de la parité entre les femmes et les hommes employés dans l'industrie et dans l'agriculture, où la part globale des salariées a considérablement diminué depuis 2000⁴. En l'absence de croissance de l'emploi féminin dans ces secteurs, les services sont devenus le seul secteur dans lequel des emplois sont créés pour les travailleuses, à un rythme annuel de 3,5 %. En 2017, les services représentaient environ 57,4 % de l'emploi féminin dans le monde. Dans les pays les moins avancés, où les ressources productives sont en général réaffectées de l'agriculture aux services, environ 66 % des femmes sont employées dans l'agriculture, tandis que seulement 24,8 % travaillent dans les services, ce qui témoigne du rôle important que celles-ci jouent dans le secteur agricole.

10. Le secteur des services a été la principale destination des investissements étrangers directs. En 2017, le secteur en a reçu 362 milliards de dollars, soit environ la moitié du total mondial (voir la figure 2). Dans ce secteur, les services d'infrastructure (énergie, transports, communication et services financiers) représentaient la part la plus importante, soit 22,2 %. En général, les investissements de création de capacités ont diminué depuis la récession mondiale. La baisse s'est ressentie plus durement dans le secteur primaire, tandis que les services sont restés relativement vigoureux au cours de cette période.

² Calculs de la CNUCED, d'après la base de données de l'Organisation internationale du Travail (ILOSTAT).

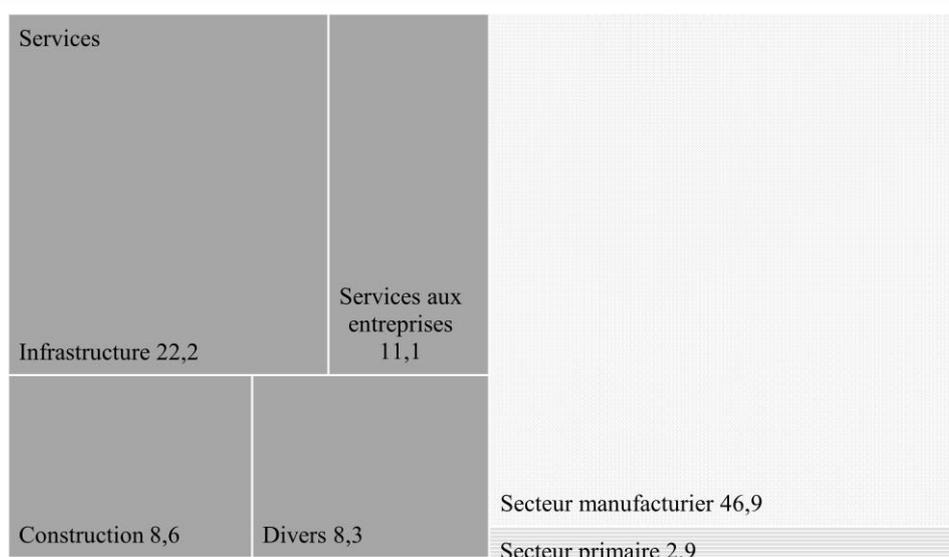
³ Base de données ILOSTAT.

⁴ Ibid.

Figure 2

Répartition des investissements de création de capacités par secteur, 2017

(En pourcentage)



Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après les tableaux de l'annexe du *World Investment Report 2018* de la CNUCED. Disponibles à l'adresse : <https://unctad.org/en/Pages/DIAE/World%20Investment%20Report/Annex-Tables.aspx>.

B. Le commerce des services

11. La valeur des exportations du secteur des services s'établissait à 5 400 milliards de dollars, soit 23,5 % du commerce mondial en 2017⁵. Le secteur a enregistré une forte croissance annuelle de ses exportations (5,4 %) sur la période 2005-2017 par rapport au commerce de marchandises (3,9 %). En outre, il est demeuré relativement résilient pendant la récession mondiale de 2009 et le ralentissement du commerce en 2015-2016, atténuant les effets néfastes de la chute des prix des produits de base sur les recettes d'exportation de nombreux pays. Alors que le commerce des marchandises a diminué de 22 % en 2009 et de 16 % en tout au cours de la période 2015-2016, la baisse du commerce des services a été moins forte, s'établissant respectivement à 11 % et à 5 %.

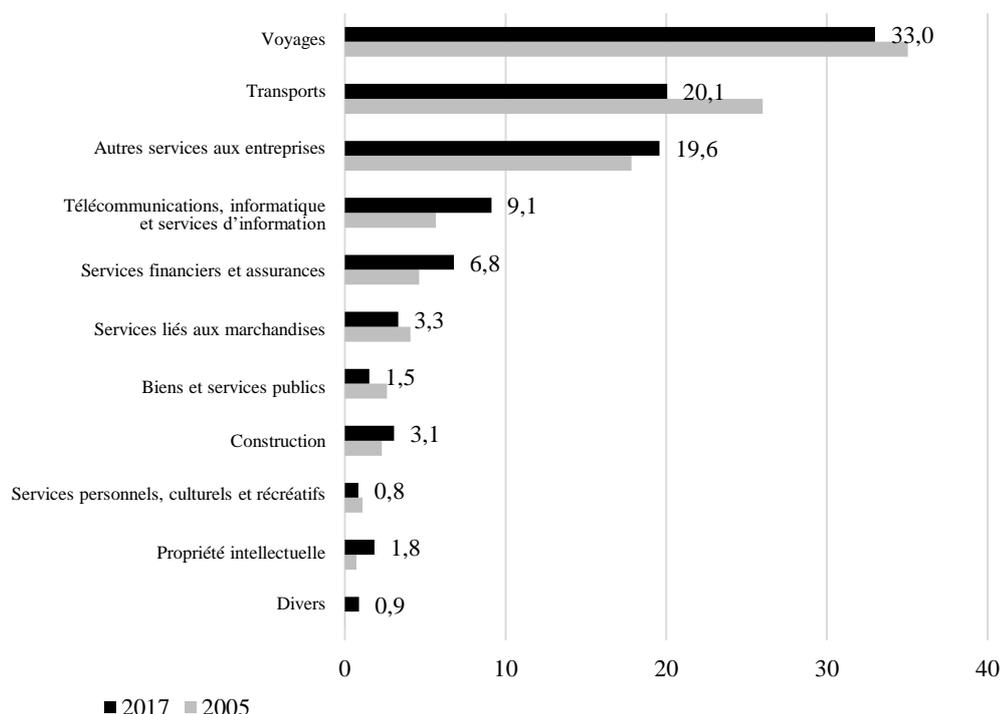
12. À l'échelle mondiale, les voyages, les transports et les autres services aux entreprises (y compris la recherche-développement, les consultations de professionnels, le conseil en gestion ainsi que les services techniques et liés au commerce) constituent les trois principales catégories d'exportations de services, représentant ensemble environ 64,1 % des recettes mondiales provenant des exportations de services⁶. La composition des exportations varie d'un pays à l'autre en fonction du niveau de développement. Alors que les pays développés se spécialisent dans les services financiers, la propriété intellectuelle et d'autres services aux entreprises qui exigent une main-d'œuvre très qualifiée, les pays en développement et les pays les moins avancés dépendent fortement des recettes provenant des voyages et des transports, qui représentaient 53,1 % et 66,4 % de leurs exportations totales respectives en 2017, contre 35,5 % pour les pays développés.

13. Néanmoins, depuis 2005, trois secteurs sont devenus des exportateurs de premier plan dans les domaines suivants : télécommunications, informatique et services d'information ; banque et assurance ; autres services aux entreprises (voir la figure 3). Ces secteurs, dont la part combinée représentait 35,5 % des exportations totales en 2017, contre 28,1 % en 2005, aident les pays en développement à diversifier leurs recettes d'exportation en s'éloignant des activités traditionnelles comme les voyages et les transports. Il s'agit là d'une évolution encourageante de la structure des exportations de services des pays en développement.

⁵ Base de données UNCTADstat.

⁶ Ibid.

Figure 3
Répartition du commerce des services dans les pays en développement
 (En pourcentage)



Source : Base de données UNCTADstat.

14. Malgré les progrès réalisés ces dernières années dans le domaine commercial, l'écart entre les pays développés et les pays en développement est notable lorsqu'il est mesuré par habitant⁷. Les pays africains et les pays les moins avancés sont ceux qui commercent le moins, les exportations et les importations par personne s'élevant, en moyenne, à seulement 39 dollars et 72 dollars respectivement en 2017. En comparaison, elles s'établissaient à 3 457 dollars et 2 921 dollars respectivement dans les pays développés. Il existe un déséquilibre persistant dans le commerce mondial des services. Alors que l'excédent commercial combiné des pays développés représente environ 3 % du commerce total des services, toutes les régions en développement, sans exception, affichent un déficit commercial. En raison de la chute de la demande enregistrée dans les pays développés pendant la récession mondiale et de la faiblesse de la reprise, les pays en développement sont devenus le moteur du commerce mondial, y compris dans les services. Ainsi, les déséquilibres mondiaux se sont encore aggravés dans le commerce des services. Le déficit s'est creusé après la crise mondiale et jusqu'en 2014, en particulier dans les pays en développement d'Afrique et d'Asie. Depuis lors, le déséquilibre mondial s'est partiellement atténué, la croissance économique ayant ralenti dans certaines parties du monde en développement, en particulier en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Afrique australe, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

15. Si les pays en développement ont réduit l'écart avec les pays développés dans les échanges mondiaux de biens, celui-ci est énorme dans le commerce mondial des services⁸. Les pays développés représentaient 68,2% du commerce des services en 2017, contre respectivement 29,5 % et 0,7 % pour les pays en développement et les pays les moins avancés. La part des pays en développement dans le commerce des services est inférieure d'environ 15 points de pourcentage à leur part dans le commerce des marchandises. Il s'ensuit que ces pays ont un potentiel important dans le commerce des services, mais

⁷ Ibid.

⁸ Ibid.

aussi que des obstacles sectoriels peuvent exister sur leur marché intérieur et sur leurs marchés d'exportation, et entraver leur compétitivité et leur capacité d'augmenter leur part de marché dans les services. On note une évolution positive : les pays les moins avancés et les pays en développement d'Asie ont enregistré les taux de croissance des exportations les plus rapides pendant la période 2015-2017. Les pays les moins avancés, cependant, sont partis d'une base très faible et ne pourront maintenir ce rythme que s'ils sont notamment capables de favoriser les transformations structurelles grâce à leurs politiques de développement et à la diversification de leurs recettes d'exportation en dehors du secteur touristique.

16. L'écart existant dans le commerce des services est également visible dans les indicateurs de concentration du commerce : les 10 plus grands pays commerçants représentent plus de la moitié du total mondial des échanges de services⁹. Les pays développés (France, Allemagne, Irlande, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et États-Unis d'Amérique) sont parmi les principaux exportateurs et importateurs. Les États-Unis d'Amérique sont de loin le premier exportateur et importateur mondial de services, avec 14,6 % et 10,4 % respectivement du total. La Chine, l'Inde et Singapour sont les pays en développement où la part des services dans le commerce extérieur est la plus élevée au niveau mondial, que ce soit dans les exportations ou dans les importations. Ces chiffres laissent penser que l'importation de services n'est pas moins importante que l'exportation de services.

III. Le renforcement des capacités productives grâce aux services

A. Une brève perspective théorique

17. Outre l'importante dynamique qu'affichent les services dans la production, l'emploi et le commerce, en particulier dans les pays en développement, la contribution des services aux résultats économiques repose sur leur interaction avec d'autres activités économiques. Les services fournissent des ressources productives utilisées comme intrants dans d'autres secteurs économiques et créent des liens avec la production dans d'autres secteurs. Par exemple, une analyse de la chaîne de valeur de la production des engins de construction révèle qu'un grand nombre d'activités de service sont réparties entre les différents maillons de la chaîne de valeur : l'établissement, la préproduction, la production, la phase de postproduction, le service après-vente et l'assistance, les services administratifs et les services récurrents¹⁰. Les activités exécutées à l'appui d'autres secteurs confirment le rôle important que les services jouent dans la mise en œuvre et dans la facilitation des processus d'exportation productifs. Les services sont souvent regroupés avec des biens, par exemple, dans les entreprises manufacturières qui fournissent également des services de distribution, ou des machines industrielles, qui peuvent faire l'objet de services d'entretien, de réparation et d'installation.

18. Les effets constatés impliquent que les services entrant dans la production et dans les exportations de tous les secteurs économiques apportent une valeur ajoutée, qui découle de liens en aval. En 2011, la production directe de services représentait 74 % et 51 % de la production totale dans les pays développés et les pays en développement, respectivement. Les liens en aval des services ont représenté des contributions plus élevées à la valeur ajoutée dans la production totale des pays développés et des pays en développement, s'établissant respectivement à 77 % et à 59 % (voir la figure 4).

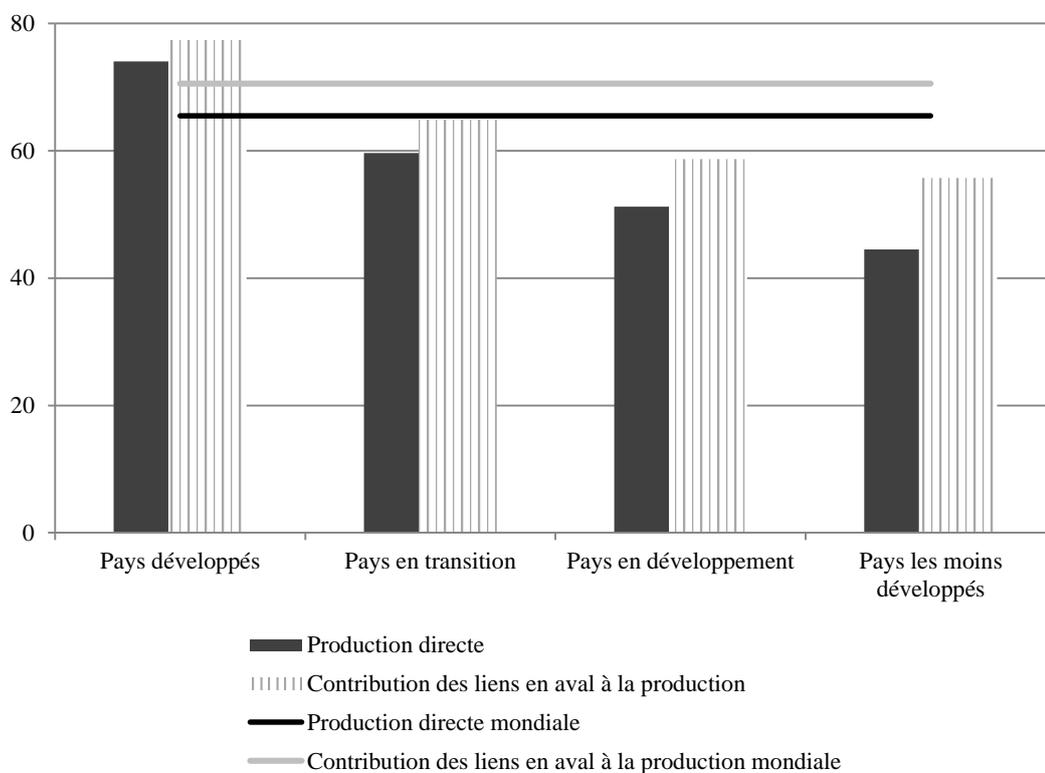
⁹ Ibid.

¹⁰ Tait K. et Gereffi G., 2015, « Remanufacturing services in the construction machinery value chain », in: Low P. and Pasadilla G. O., eds, *Services in Global Value Chains: Manufacturing-Related Services*, Asia-Pacific Economic Cooperation, novembre : 412-440.

Figure 4

Part des services dans le total de la production directe et dans le total de la contribution des liens en aval à la production, par catégorie de pays, 2011

(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée des exportations.

19. L'ampleur du lien qui existe entre les services et les autres secteurs révèle le rôle important que joue à de multiples égards le secteur des services dans toutes les activités. Les services sont des vecteurs d'interaction entre les différentes activités. Cette création de liens est particulièrement évidente dans les services d'infrastructure tels que les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication, qui permettent la coopération entre les différentes activités et entre les acteurs du processus de production. Les services fondés sur le savoir et la technologie ont une fonction d'intermédiation, ce qui facilite la spécialisation et la modernisation. Les services peuvent ainsi contribuer à l'efficacité et à l'efficacé, et peuvent donc accroître la productivité et renforcer les capacités de production et d'exportation.

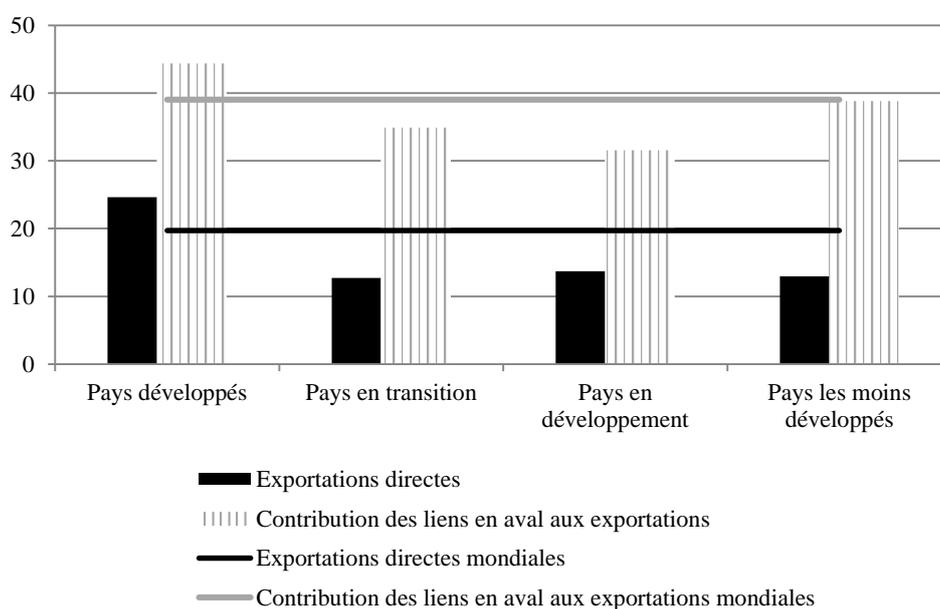
20. Grâce à une efficacité et à une productivité accrues et à des coûts réduits, les contributions des services modifient les prix relatifs dans l'économie. Elles influent également sur les décisions en matière de consommation, de production, d'emploi, d'investissement et de commerce, car les services entraînent des changements dans la structure économique. Certains secteurs bénéficient davantage de la valeur ajoutée des services provenant de liens en amont.

21. Le lien est important lorsqu'il s'agit du commerce international. En 2011, dernière année pour laquelle on dispose de données permettant de mesurer la valeur ajoutée des services à l'exportation, alors que les exportations directes de services représentaient 25 % et 14 % respectivement du total des exportations des pays développés et des pays en développement, la part des services dans la valeur ajoutée des exportations était de 44 % et 32 % respectivement (voir la figure 5). Cela met en évidence le fait qu'il existe également dans le commerce international une tendance à la servicisation, les services contribuant de manière notable à la production, à l'emploi et à l'investissement.

Figure 5

Part des services dans les exportations directes totales et dans le total de la contribution des liens en aval aux exportations, par catégorie de pays, 2011

(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée des exportations.

22. Les contributions des services peuvent provenir de prestataires de services, auquel cas l'analyse de la valeur ajoutée peut permettre d'estimer la valeur des services utilisés comme intrants. En outre, les entreprises de tous les secteurs peuvent développer des activités de service en interne pour soutenir leur métier principal, les services faisant de plus en plus partie de l'avantage stratégique qui sous-tend la compétitivité. Pour évaluer l'importance des services au sein des entreprises non prestataires, il est nécessaire de s'appuyer sur les données des entreprises. Une étude consacrée aux activités de service au sein des entreprises manufacturières d'un large échantillon de pays a conclu qu'en 2015, les services représentaient jusqu'à 60 % des emplois dans les entreprises manufacturières et que la contribution des services aux exportations globales était en fait proche des deux tiers¹¹. Par conséquent, il est essentiel que les décideurs procèdent à un examen approfondi des services car il ressort que le commerce des services joue un rôle tout aussi important que les activités de service exécutées à l'intérieur d'un pays dans la production, dans l'emploi et dans l'investissement.

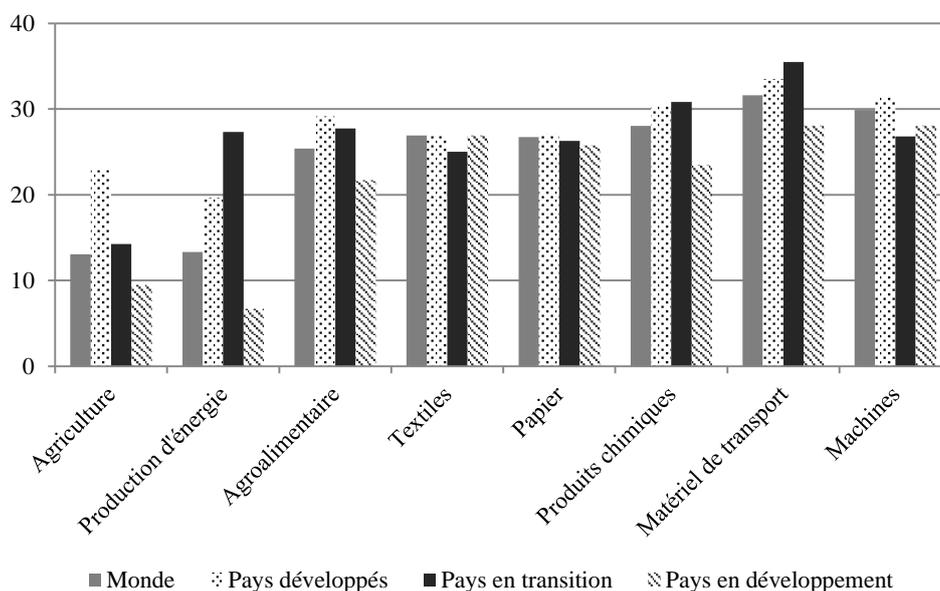
B. Preuves empiriques de la valeur ajoutée des services dans l'agriculture et dans l'industrie manufacturière

23. En 2011, la valeur ajoutée des services représentait 23 % de la production agricole dans les pays développés et 9 % dans les pays en développement, telle que mesurée par la contribution des liens en amont tissés par le secteur. Ce chiffre peut être encore plus élevé dans certaines activités manufacturières. La même année, la valeur ajoutée des services représentait 27 % de la production textile dans les pays développés et dans les pays en développement (voir la figure 6). Les pays en développement incorporent moins de valeur ajoutée que les pays développés dans de nombreux secteurs et sont à la traîne, en particulier lorsqu'il s'agit d'exploiter le potentiel des services, notamment dans l'agriculture et dans la production d'énergie.

¹¹ Miroudot S. et Cadestin C., 2017, *Services In Global Value Chains: From Inputs to Value-Creating Activities* [Organisation de coopération et de développement économiques], documents de travail de l'OCDE sur la politique commerciale, 197, publication de l'OCDE, Paris.

Figure 6
Part des services dans le total de la contribution des liens en amont aux exportations de certains secteurs par catégorie de pays, 2011

(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée des exportations.

C. Preuves empiriques de la valeur ajoutée des services dans les exportations

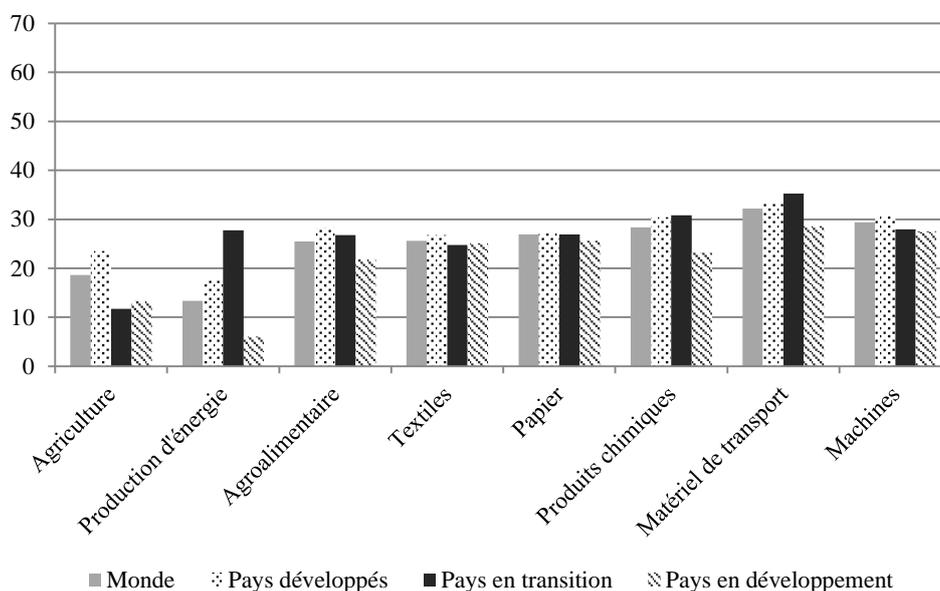
24. Les exportations connaissent une situation analogue. En 2011, la valeur ajoutée des services représentait 24 % des exportations agricoles dans les pays développés et 13 % dans les pays en développement. Par exemple, dans le secteur manufacturier, elle s'établissait à 27 % des exportations de textiles dans les pays développés et à 25 % dans les pays en développement (voir la figure 7). L'écart qui existe entre les pays développés et les pays en développement dans l'utilisation de la valeur ajoutée des services est plus grand dans l'agriculture et dans la production d'énergie. Cette valeur ajoutée, qui illustre la servicisation dans le commerce international, est parfois appelée « mode 5 » du commerce des services¹².

¹² L. Cernat et Z. Kutlina-Dimitrova, 2014, *Thinking in a box: A mode 5 approach to service trade*, Chief Economist Note Issue, 2014-1, Commission européenne.

Figure 7

Part des services dans le total de la contribution des liens en amont aux exportations de certains secteurs par catégorie de pays, 2011

(En pourcentage)



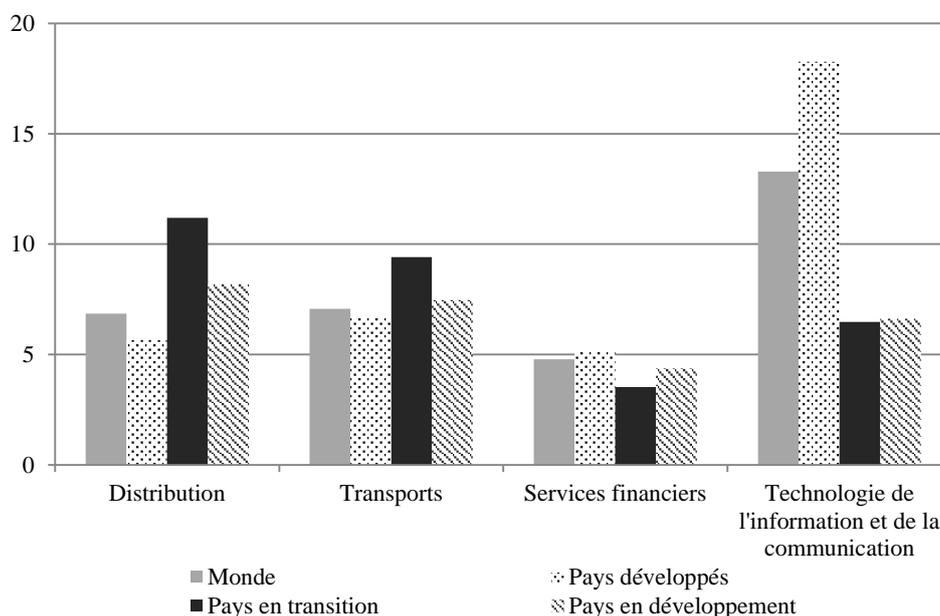
Source : CNUCED, d'après la base de données de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée des exportations.

25. La contribution la plus importante des services à la valeur ajoutée totale des exportations mondiales provient des services d'information et de télécommunication (13 %), ce qui confirme leur rôle essentiel dans la facilitation du commerce. La distribution (7 %), les transports (7 %) et les services financiers et assurances (5 %) constituent d'autres catégories importantes de services contribuant à la valeur ajoutée totale des exportations. Les différents profils commerciaux des exportations directes, où les pays en développement dépendent davantage de catégories de services comme les transports, et les pays développés de catégories à plus forte valeur ajoutée, comme les services d'information et de télécommunication et les services financiers, transparaissent également dans les analyses de la valeur ajoutée. Alors que les pays développés ont intégré 18 % de la valeur ajoutée des services d'information et de télécommunication dans les exportations totales, la part des pays en transition et des pays en développement n'était respectivement que de 6 % et 7 %. Inversement, dans les pays en transition et les pays en développement, la valeur ajoutée provenant des services de distribution et de transport dans les exportations totales est généralement plus grande (voir la figure 8).

Figure 8

Part de certains services dans le total de la contribution des liens en aval aux exportations par catégorie de pays, 2011

(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée des exportations.

26. Même si les exportations directes de services ont progressé ces dernières années, près des deux tiers de la croissance de la valeur ajoutée des services dans les exportations proviennent d'une augmentation des services entrant dans les exportations des autres secteurs¹³. Cela est particulièrement dû aux services étrangers, qui révèlent l'importance croissante des chaînes de valeur mondiales et le caractère de plus en plus échangeable des services, en particulier lorsque ceux-ci sont liés à des biens et services intrinsèquement échangeables¹⁴. Les chaînes de valeur mondiales ont conduit à accroître les importations d'intrants dans la production et donc dans le commerce international. La part de la valeur ajoutée étrangère est passée d'environ 17,3 % à 23,2 % entre 1995 et 2011 (voir le tableau 2). De même, la contribution des intrants étrangers aux exportations de services a augmenté au cours de cette période.

Tableau 2

Part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes par secteur

(En pourcentage)

	1995	2000	2011
Total	17,3	20,7	23,2
Agriculture	8,6	9,6	12,2
Industrie	21,6	25,3	28,0
Services (y compris construction et énergie)	9,9	11,6	13,4

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après la base de données Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)-Organisation mondiale du commerce (OMC) sur le commerce en valeur ajoutée.

¹³ CNUCED, 2017, *Services and Structural Transformation for Development*, UNCTAD/DITC/TNCD/2017/2 (publication des Nations Unies, New York et Genève).

¹⁴ Low P., 2017, *What we can learn from case studies on services*, in: Hoekman B. et Willem te Velde D., eds, *Trade in Services and Economic Transformation: A New Development Policy Priority*, essay series, février [Supporting Economic Transformation-Overseas Development Institute] SET-ODI, Londres : 17-18.

27. La fragmentation de la production et les progrès technologiques enregistrés dans la chaîne de valeur mondiale stimulent également la servicisation des activités manufacturières. Premièrement, une structure de production fragmentée exige davantage de services de transport et de logistique, ainsi que de coordination. Deuxièmement, les exigences réglementaires telles que le recyclage se sont accentuées, tout comme la nécessité pour les entreprises de services spécialisés de se conformer à ces exigences. Les services de gestion et d'information ont été confiés à des entreprises spécialisées, la recherche-développement et la commercialisation revêtant une importance accrue. Ainsi, la part des services extérieurs dans les exportations brutes totales est passée de 8,5 % à 11,3 % entre 1995 et 2011 (voir le tableau 3). Les effets de la sous-traitance et de la délocalisation sont plus visibles dans le secteur manufacturier ; 14,6 % des exportations brutes comprennent la valeur ajoutée provenant des services étrangers. Ces intrants étrangers jouent donc eux aussi un rôle essentiel dans la capacité d'exportation et, dans une certaine mesure, peuvent légitimer le déficit de la balance des services mentionné plus haut.

Tableau 3

Part de la valeur ajoutée étrangère dans les exportations brutes par secteur

(En pourcentage)

	1995	2000	2011
Total	8,6	10,2	11,3
Agriculture	4,8	5,3	6,6
Industries extractives et exploitation des carrières	3,1	3,0	2,6
Articles manufacturés	10,7	13,1	14,6
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	4,8	6,2	10,0
Services (y compris construction et énergie)	5,5	6,8	8,4

Source : Base de données OCDE-OMC sur le commerce en valeur ajoutée.

28. La contribution des services au commerce mondial va au-delà de ce que les statistiques conventionnelles mesurent lorsque la valeur ajoutée des services provenant aussi bien de l'étranger que du marché intérieur est prise en compte. Alors que les services, y compris dans la construction et l'énergie, représentaient environ 30 % des exportations brutes mondiales en 2011, si l'on y ajoute les contributions indirectes des services provenant de l'étranger et du marché intérieur, la contribution du secteur passe à 49 %¹⁵.

D. Services et numérisation économique

29. À la faveur des progrès technologiques, l'économie mondiale entre dans l'ère du numérique et les acteurs s'appuient sur des services d'analyse de données appliqués à des domaines d'activité stratégiques transversaux tels que l'optimisation des opérations, l'adoption de meilleurs procédés de fabrication et l'amélioration des relations avec la clientèle¹⁶. Les services de télécommunication et les services liés aux technologies de l'information et de la communication continueront de jouer un rôle fondamental dans la transformation numérique de l'économie. La numérisation peut accroître l'efficacité et la

¹⁵ Base de données OCDE-OMC sur le commerce en valeur ajoutée. Les dernières données disponibles sur la part de la valeur ajoutée des services dans les exportations brutes datent de 2011 et incluent des données des pays membres et non membres de l'OCDE. Selon la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (Rev.3, divisions 45-95), les secteurs de services sont les suivants : la construction, le commerce de gros et de détail, l'hôtellerie-restauration, les transports et les communications, les services financiers, les activités immobilières, les services aux entreprises, les services publics.

¹⁶ Botha T. et Theron P., 2016, "How are companies around the world really embracing digital?", 12 mai, Forum économique mondial. Disponible à l'adresse : <https://www.weforum.org/agenda/2016/05/industry-4-0/> (date de consultation : 5 février 2019).

productivité tout en réduisant les coûts de la production, des transactions et du commerce. Une enquête menée auprès du secteur privé dans 28 pays a révélé que les entreprises prévoient de réduire leurs coûts d'exploitation de 3,6 % par an et d'accroître leur efficacité de 4,1 %¹⁷. De fortes réductions de coût sont attendues dans tous les secteurs. Les services financiers numériques et le commerce électronique en sont deux exemples notables. Les services financiers numériques jouent un rôle clef dans l'inclusion financière : les services d'information et de télécommunication permettent de réduire les coûts d'infrastructure et d'accroître la diffusion des services. Les plateformes de commerce électronique peuvent assurer des services essentiels, tels que la concordance des informations, les transactions, l'évaluation du crédit, les paiements et les services logistiques.

30. Dans les pays développés, la valeur ajoutée des services d'information et de télécommunication est de plus en plus utilisée comme un indicateur indirect de la transformation numérique tant dans les exportations agricoles que dans les exportations manufacturières. Les pays les moins avancés sont particulièrement à la traîne lorsqu'il s'agit de tirer parti du potentiel des services d'information et de télécommunication pour pouvoir participer au commerce international. En 2011, les exportations agricoles représentaient 10 % de la valeur ajoutée des services d'information et de télécommunication dans les pays développés, mais seulement 2 % dans les pays en transition et dans les pays en développement et moins de 1 % dans les pays les moins avancés¹⁸. La même année, dans le secteur manufacturier, les exportations de matériel de transport ont absorbé 15 % de la valeur ajoutée des services d'information et de télécommunication dans les pays développés, 7 % dans les pays en transition et 6 % dans les pays en développement. Dans les pays les moins avancés, la valeur ajoutée des services d'information et de télécommunication dans les exportations de matériel de transport n'était que de 3 %.

IV. Accroître la productivité grâce aux services : quelques exemples

A. Pays arabes

31. La plupart des pays arabes sont dans l'obligation de diversifier leur économie s'ils veulent réduire leur forte dépendance à l'égard du pétrole et d'autres secteurs traditionnels, tels que l'agriculture et les industries extractives. Pour atteindre cet objectif, compte tenu des réformes économiques et commerciales entreprises au cours des dernières décennies, notamment dans le cadre des engagements qu'ils ont pris en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce, certains pays arabes se sont de plus en plus tournés vers une économie de services pour développer des activités efficaces et compétitives. Leur politique commerciale a été réorientée vers la promotion de secteurs de services à forte valeur ajoutée, tels que les services financiers et les services d'information et de télécommunication, qui constituent également des intrants importants pour les autres secteurs économiques.

32. La part du secteur des services dans la production totale des pays arabes est relativement faible dans l'ensemble, bien qu'il existe des différences d'une sous-région à l'autre. Toutefois, le secteur des services n'a cessé de gagner du terrain depuis 1990. Pour les pays du Conseil de coopération du Golfe, qui sont largement tributaires de la vente des ressources naturelles, la part des services dans la production totale est plutôt faible, même si elle a considérablement augmenté depuis 2000. La part des services dans le PIB de certains pays de l'Union du Maghreb arabe¹⁹ et pays arabes les moins avancés est également faible par rapport à celle d'autres pays de la région dont l'économie est plus diversifiée (Égypte, Jordanie, Liban, Maroc et Tunisie)²⁰.

¹⁷ AliResearch, 2017, « Inclusive growth and e-commerce : China's experience », avril, disponible à l'adresse : https://unctad.org/meetings/en/Contribution/dtl_eWeek2017c11-aliresearch_en.pdf.

¹⁸ CNUCED, d'après la base de données de la Banque mondiale sur la valeur ajoutée des exportations.

¹⁹ Comprend l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie.

²⁰ Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO), 2018, *Assessing Arab Economic Integration: Trade in Services as a Driver of Growth and Development*, E/ESWCA/EDID/2017/6 (publication des Nations Unies, Beyrouth).

33. Des études récentes soulignent l'importance croissante dans les pays arabes de secteurs de services clefs, tels que la santé et l'éducation, les transports, le tourisme, les services financiers, la construction, le conseil, l'architecture et les services administratifs²¹. Les services de distribution d'énergie et de prospection (pétrole et autres ressources naturelles) continuent d'être un indicateur stratégique majeur du commerce et une composante importante du commerce des services.

34. Comme pour beaucoup d'autres pays en développement, la capacité globale d'offre de services des pays arabes en développement reste limitée. La plupart des pays arabes sont encore importateurs nets de services commerciaux et leurs exportations sont encore relativement concentrées dans certains secteurs. En conséquence, les services étrangers constituent une composante importante des exportations de produits manufacturés (voir le tableau 4), en particulier en Tunisie, où leur proportion atteignait 23 % en 2011. Une part importante de la valeur ajoutée des services (y compris les services importés) entrant dans les exportations brutes des pays arabes provient du secteur des services aux entreprises²². Ce phénomène est plus prononcé en Arabie saoudite. En 2011, la quasi-totalité de la valeur ajoutée des services entrant dans les exportations saoudiennes provenait des services aux entreprises. Au Maroc, les services aux entreprises, en particulier l'immobilier, la location et les activités commerciales, ont fait augmenter la valeur ajoutée des services entrant dans les exportations totales. Les autres importations de services qui comptent dans les trois pays sont : le franchisage (redevances et droits de licence) ; la réassurance et la rétrocession ; les services auxiliaires de l'assurance (y compris les services de courtage et d'agence) ; les services de transport maritime ; le transport par oléoduc.

35. La situation décrite ci-dessus montre la contribution des services au renforcement des capacités productives dans tous les secteurs de l'économie. Dans la région arabe, les services d'infrastructure et les services éducatifs et financiers ont un rôle central à jouer dans le développement économique. Par conséquent, il demeure crucial d'accroître la capacité d'offre des services eux-mêmes pour permettre aux pays de tirer parti de leur contribution potentielle de catalyseur. Selon certaines études, les stratégies de développement des services dans la région arabe doivent tenir compte, entre autres éléments, du renforcement des cadres réglementaires et institutionnels, des politiques de concurrence et de la libéralisation du commerce des services²³. Il est également nécessaire d'inclure les services dans le plan de développement du secteur manufacturier. Par exemple, en Malaisie, les services ont été intégrés dans le Plan directeur industriel en raison de leur rôle reconnu dans le renforcement des capacités de production du secteur manufacturier²⁴.

Tableau 4

Valeur ajoutée des services entrant dans les exportations manufacturières et agricoles de certains pays

(En pourcentage)

Pays	Valeur ajoutée	Agriculture			Secteur manufacturier		
		1995	2005	2011	1995	2005	2011
Maroc	Intérieure	7,8	8,4	6,0	10,2	10,1	9,1
	Extérieure	2,5	2,9	2,3	8,7	13,0	12,6

²¹ Voir « Economic diversification in oil-exporting Arab countries », document établi par les services du Fonds monétaire international à l'occasion de la réunion annuelle des ministres arabes des finances, avril 2016, Manama ; et CESA0, 2018, *Assessing Arab Economic Integration*.

²² Tels que les services d'essais et d'analyses techniques, les services relatifs à l'exploitation minière, les services informatiques et les services connexes (par exemple, les services de mise en œuvre de logiciels, les services de traitement des données), les services de location/crédit-bail (concernant les navires/aéronefs/engins de transport sans opérateur, les services de conseil scientifique et technique connexes, la maintenance et la réparation du matériel).

²³ Voir « Economic diversification in oil-exporting Arab countries », document établi par les services du Fonds monétaire international à l'occasion de la réunion annuelle des ministres arabes des finances, avril 2016, Manama.

²⁴ Ibid.

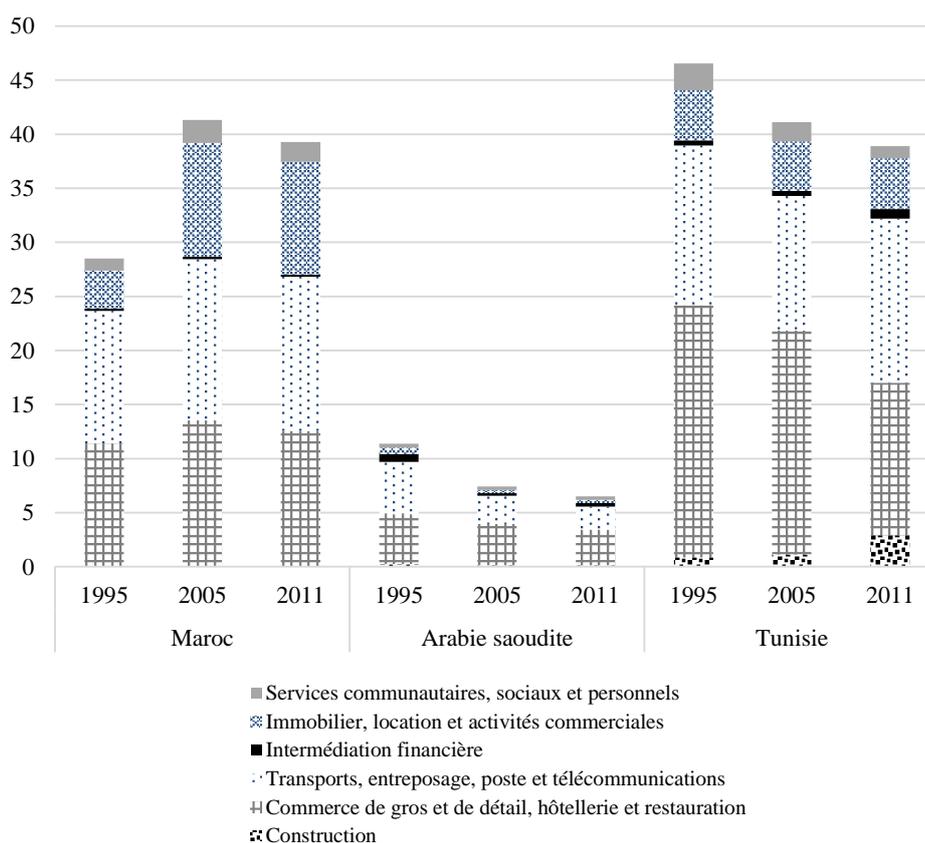
		Agriculture			Secteur manufacturier		
Arabie saoudite	Intérieure	12,5	10,9	12,8	12,9	11,8	7,4
	Extérieure	4,9	5,1	7,4	7,0	7,7	6,4
Tunisie	Intérieure	4,5	6,7	4,1	10,3	12,0	10,2
	Extérieure	2,7	5,1	6,1	18,9	22,0	23,0

Source : Base de données OCDE-OMC sur le commerce en valeur ajoutée.

36. La figure 9 illustre la part de la valeur ajoutée des services dans les exportations totales de l'Arabie saoudite, l'un des principaux pays exportateurs de pétrole, et celle de deux pays non exportateurs de pétrole, le Maroc et la Tunisie, sur la période 1995-2011. La part des services avait augmenté dans les deux pays non exportateurs de pétrole, allant en moyenne de 30 à 45 %, tandis qu'en Arabie saoudite, la valeur ajoutée des services non seulement était trois fois plus faible, mais avait baissé pendant la même période. La valeur ajoutée des services dans les exportations pétrolières sur lesquelles l'Arabie saoudite compte fortement était donc peu élevée.

Figure 9
Valeur ajoutée des services dans les exportations brutes totales par sous-secteur de services dans certains pays arabes et certains groupes de pays

(En pourcentage)



Source : CNUCED, d'après la base de données OCDE-OMC sur le commerce en valeur ajoutée.

B. Expérience de la République de Corée en matière d'appui des États aux petites et moyennes entreprises

37. Le secteur des services offre des possibilités de renforcer les capacités productives des microentreprises et des petites et moyennes entreprises, qui représenteraient 95 % des entreprises mondiales, 50 % de la production et 60 % des emplois. Il existe un écart de

productivité – plus important dans les pays en développement – entre ces entreprises, qui se concentrent sur une production à faible valeur ajoutée et ont des coûts commerciaux plus élevés, et les grandes entreprises²⁵. Les services, en particulier les services d'information et de télécommunication, peuvent aider les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à passer à une production à forte valeur ajoutée et à réduire leurs coûts commerciaux.

38. De plus en plus de microentreprises et de petites et moyennes entreprises utilisent dans une certaine mesure les outils numériques. Toutefois, les avantages découlant des outils et services numériques ne sont pas encore pleinement exploités. Par exemple, une étude a révélé que, bien que les petites entreprises aux États-Unis d'Amérique attribuent généralement l'augmentation des ventes et des revenus d'exploitation au numérique, peu ont recours à l'analyse des données et à des outils en ligne plus élaborés²⁶.

39. La République de Corée met en place une infrastructure de rang mondial dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Toutefois, les petites et moyennes entreprises utilisent relativement peu ces technologies par rapport aux grandes entreprises, ce qui explique en grande partie l'écart de productivité entre ces deux catégories d'entreprises. Dans ce contexte, le Gouvernement de la République de Corée s'emploie activement à mettre en œuvre sa politique de soutien aux usines intelligentes, en s'appuyant sur les services liés aux technologies de l'information et de la communication pour améliorer la productivité des petites et moyennes entreprises, en particulier dans le secteur manufacturier. Cette politique contribue à accélérer l'innovation manufacturière et la préparation à la numérisation, et vise à soutenir 20 000 usines intelligentes d'ici à 2022. Cet objectif correspond à environ 30 % de l'ensemble des petites et moyennes entreprises de plus de 10 salariés (6,8 millions d'entreprises)²⁷.

40. L'expression « usines intelligentes » désigne un processus de fabrication très numérisé qui utilise des installations connectées à Internet pour recueillir, surveiller et analyser l'information utilisée dans des processus comme la planification, la conception, la production, la distribution et la vente, afin de créer un environnement de production optimal. Les usines intelligentes sont conçues pour atteindre le niveau le plus élevé de productivité, de sécurité au travail et de production de produits personnalisés²⁸. Afin de promouvoir l'expansion rapide d'usines intelligentes, un cadre institutionnel a été mis en place, associant les secteurs public et privé.

41. Plusieurs ministères sont impliqués dans la politique de promotion d'usines intelligentes. Le Ministère des petites et moyennes entreprises et des jeunes pousses, anciennement l'Administration des petites et moyennes entreprises, joue un rôle de premier plan pour aider les petites et moyennes entreprises à construire des usines intelligentes. Le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie et le Ministère des sciences et des technologies de l'information et de la communication sont principalement responsables de la recherche-développement et de la mise en valeur des ressources humaines liées aux usines intelligentes.

²⁵ Edinbrough Group, 2013, Growing the global economy through [small and medium-sized enterprises] SMEs. Disponible à l'adresse : http://www.edinburgh-group.org/media/2776/edinburgh_group_research_-_growing_the_global_economy_through_smes.pdf.

²⁶ Deloitte, 2017, *Connecting Small Businesses in the United States*, disponible à l'adresse : <https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/us/Documents/technology-media-telecommunications/us-tmt-connected-small-businesses-Dec2017.pdf>.

²⁷ Au cours de la période de quatre ans allant de 2014 à 2017, le Gouvernement de la République de Corée a consacré 210,4 milliards de won (191 millions de dollars) à cette politique, et les grandes entreprises ont également fourni environ 57 milliards de won (52 millions de dollars). Les petites et moyennes entreprises participant à cette politique sont celles pour lesquelles le contrôle de la qualité est particulièrement important, par exemple les entreprises de fabrication et d'assemblage de composants dans les secteurs de l'électronique, des machines et de l'automobile et les entreprises de l'industrie chimique et pharmaceutique.

²⁸ République de Corée, Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie, 2017, 3 février, disponible à l'adresse : <http://www.motie.go.kr> (en coréen).

42. En juin 2015, le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie et l'Administration des petites et moyennes entreprises ont créé la Fondation coréenne des usines intelligentes pour multiplier ces usines en collaboration avec le secteur privé. La Fondation supervise l'exécution de projets d'usines intelligentes : sélection des petites et moyennes entreprises à soutenir et suivi de leur évolution ; planification de projets de recherche-développement ; gestion des programmes de mise en valeur des ressources humaines ; établissement de systèmes de coopération entre les grandes et les petites entreprises. De grandes entreprises telles que Samsung Electronics et des organisations telles que l'Institut coréen de technologie industrielle, la Fédération coréenne des petites et moyennes entreprises, la Chambre de commerce et d'industrie de Corée et les gouvernements locaux participent aux activités de la Fondation.

43. Le Gouvernement de la République de Corée a appris que les politiques appuyées par les pouvoirs publics ne peuvent réussir que si elles encouragent les petites et moyennes entreprises à investir d'elles-mêmes dans les services d'information et de communication. Toutefois, ces entreprises coréennes sont nombreuses à ne pas disposer des ressources financières nécessaires à la réalisation de tels investissements ou ne sont pas suffisamment conscientes de leur importance. Le Gouvernement de la République de Corée s'est efforcé de sensibiliser les directeurs généraux des petites et moyennes entreprises manufacturières à l'utilité d'investir dans les technologies de l'information et de la communication et de renforcer le système de soutien financier qui permet à ces entreprises d'obtenir sans difficulté les fonds nécessaires en fonction des phases de développement et des caractéristiques des usines intelligentes. En 2014, il a commencé à compléter les fonds engagés par les grandes sociétés et les petites et moyennes entreprises pour les aider à construire des usines intelligentes. Des projets visant à moderniser les infrastructures sociales autour de complexes industriels en place sont également en cours de réalisation.

44. En 2017, un total de 5 003 petites et moyennes entreprises manufacturières avaient bénéficié d'une aide. De plus, le Gouvernement appuie des projets de recherche-développement visant à mettre en place les installations nécessaires à la construction et à l'exploitation d'usines intelligentes et à l'embauche de travailleurs qualifiés. Selon une étude de la Fondation coréenne Smart Factory sur les résultats de 1 861 usines intelligentes construites avant fin 2016, la productivité a été améliorée de 23 %, le taux de défauts constatés a été réduit de 46 % et les coûts ont diminué de 16 %²⁹. L'enquête a également mis en lumière les améliorations des résultats des entreprises, notamment la diversification des activités, le développement de nouveaux marchés et la création d'emplois.

C. Les services de transport permettent la création de centres de production

45. L'infrastructure est une condition préalable à la prestation de services de transport, qui facilitent le commerce. Bien que le transport maritime utilise pour l'essentiel l'« autoroute gratuite » de la nature qu'est la mer, il a invariablement besoin d'infrastructures portuaires. Les ports sont des nœuds de transport dont l'activité principale est la prise en charge des marchandises entre un mode de transport et l'autre, généralement du navire à la route ou au rail. Les ports passerelle traditionnels se sont développés de cette façon à partir de la simple importation et exportation de marchandises. Il est toutefois possible de construire un port sur un site vierge qui ne dispose pas d'un centre de production ou de consommation, ou d'une infrastructure de transport de liaison. Ce type d'installation pourrait permettre la création d'un centre de production.

46. Les ports de transbordement, spécialisés dans la manutention de conteneurs équivalent vingt pieds, peuvent être construits le long de routes commerciales maritimes éloignées des villes. Leur but est de fournir un emplacement pour le déchargement de la cargaison d'un navire et son chargement sur un autre navire, formant ainsi un système d'interconnectivité en étoile et en rayon. Cela permet à 60 % de tous les pays de pouvoir

²⁹ Ibid.

commercer avec des partenaires éloignés par l'intermédiaire de deux ports de connexion au maximum et, dans 90 % des cas, de trois au maximum³⁰. Les ports ont besoin à la fois d'infrastructures, telles que des postes d'amarrage en eau profonde, et de superstructures, telles que des portiques de quai. Il n'est pas nécessaire de relier des infrastructures telles que la route ou le rail, car les marchandises arrivent et repartent par la mer. Par conséquent, les îles peuvent constituer de bons lieux de transbordement, à condition que d'autres critères mentionnés ci-dessous soient remplis. De plus, les ports à conteneurs sont adaptés à l'automatisation et n'ont pas besoin d'une main-d'œuvre importante.

47. Les ports de transbordement doivent être proches d'une voie maritime principale et peuvent alors se transformer en port passerelle, en centre portuaire logistique ou, idéalement, assurer les trois fonctions (voir la figure 10). Un port de transbordement nouvellement établi, s'il est appuyé par de bonnes politiques publiques, peut jouer le rôle de catalyseur pour d'autres secteurs. Parmi les exemples de ports à conteneurs ayant contribué à la croissance, on peut citer le terminal à conteneurs de Dalian (Chine), qui est situé loin du centre-ville mais qui est relié à une zone franche voisine favorisant le développement industriel dans la région environnante. Le port de Tanjung Pelepas (Malaisie), construit à 13 milles nautiques du port de Singapour, a pu gagner le trafic de transbordement de son voisin et n'a développé que plus tard ses liaisons aéroportuaires et routières pour renforcer d'autres capacités productives. Il en va de même pour Dubaï (Émirats arabes unis), qui a également utilisé des zones franches pour renforcer son port de transbordement. Les ports de Gioia Tauro (Italie), de Kingston et de Colombo ont également été en mesure de promouvoir le trafic de transbordement pour devenir plus important que ne le justifierait la taille de la population locale. Toutefois, le nombre de nouveaux projets portuaires semble diminuer en raison de l'évolution de l'économie mondiale, ou peut-être parce que les sites ayant le plus grand potentiel économique ont déjà été développés. Selon une étude, il n'y a actuellement que 80 nouveaux projets en préparation, comparativement à plus de 130 dans le passé³¹. En 2013, les installations de conteneurs en construction représentaient environ 20 % des capacités de l'époque. En 2018, ce chiffre est tombé à 10 %, ce qui indique une hausse potentielle des taux d'utilisation et une augmentation possible de la congestion portuaire³².

48. Les ports de transbordement ont pour principal avantage de pouvoir subventionner les coûts de transport des exportateurs locaux, une fois les centres de production établis, offrant ainsi de nouveaux marchés pour le commerce et de précieuses recettes étrangères. À la faveur de politiques publiques appropriées (par exemple, l'importation temporaire de biens, l'adoption d'incitations fiscales, etc.), ils peuvent donner les moyens de créer des services susceptibles d'accroître la valeur ajoutée des biens destinés à la réexportation.

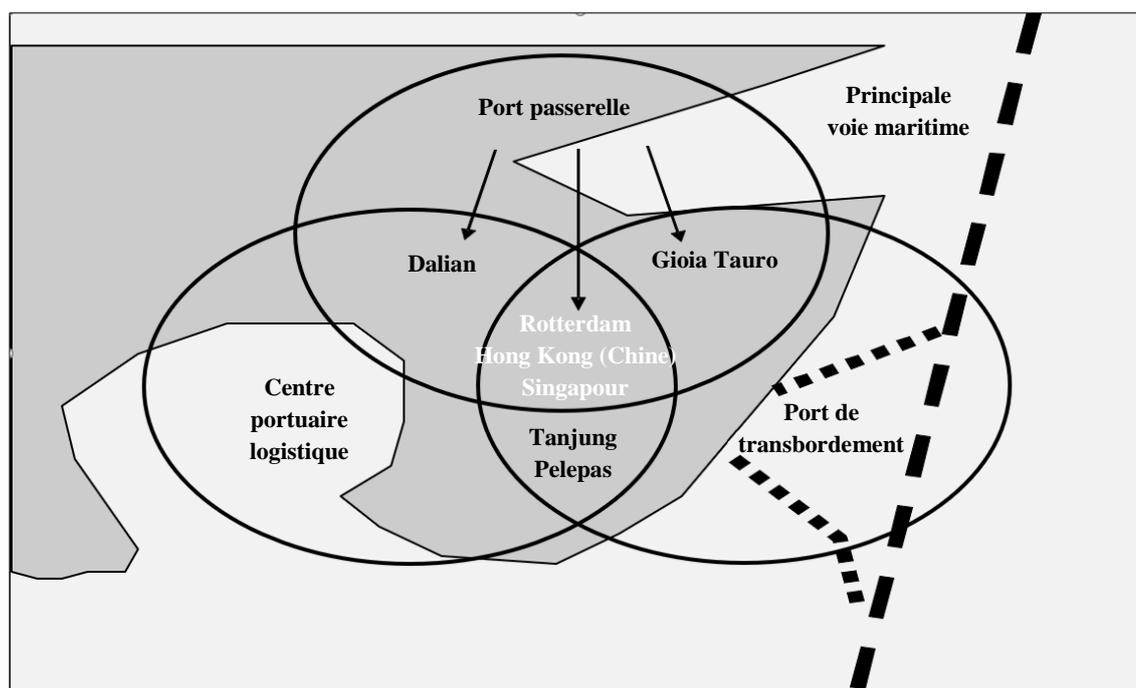
49. Les ports de transbordement peuvent être un catalyseur pour le développement des centres de production. Cependant, les sites vierges abritent souvent des espèces sauvages et l'opposition du public à la construction peut être forte. Le trafic de transbordement est souvent considéré comme inconstant : les compagnies maritimes peuvent transférer leurs activités ailleurs (par exemple, Tanjung Pelepas, en Malaisie, et Singapour). De nombreux sites naturels en eau profonde ont déjà été aménagés et ceux qui restent nécessitent des travaux de dragage coûteux, perturbateurs et constants, qui devraient toujours être financés par l'État. L'investissement initial dans l'infrastructure et la superstructure, dont le montant peut être considérable, est souvent financé d'avance par l'opérateur, en échange d'une concession de plusieurs décennies qui accorde le droit exclusif d'exploiter le port. Il se peut fort bien que ce soit le concessionnaire, plutôt que le Gouvernement, qui fixe le prix de la manutention des marchandises dans le port et décide quelles lignes maritimes peuvent y faire escale.

³⁰ *Maritime Connectivity and Trade: Policy Issues in International Trade and Commodities*, Research Study Series No. 70, UNCTAD/ITCD/TAB/72 (publication des Nations Unies ISSN 1607-8291, New York et Genève).

³¹ PortStrategy, 2018, Drewry: Greenfield projects in decline, 18 septembre, disponible à l'adresse : <https://www.portstrategy.com/news/101/port-operations/port-performance/trade-wars-impacting-container-port-demand> (date de consultation : 5 février 2019).

³² Ajot, 2018, *Drewry: Where have all the greenfields gone?*, 22 octobre, disponible à l'adresse : <https://www.ajot.com/news/drewry-where-have-all-the-greenfields-gone> (date de consultation : 5 février 2019).

Figure 10
Modèle conceptuel illustrant les options de politique portuaire



Source : CNUCED, adapté de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique et de l'Institut maritime coréen, 2005, *Free Trade Zone and Port Hinterland Development*, ST/ESCAP/2377 (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.05.II.F.22, New York). Disponible à l'adresse : https://www.unescap.org/sites/default/files/pub_2377_fulltext.pdf.

V. Exemples de renforcement des capacités productives des pays en développement grâce aux services : coopération Sud-Sud

50. La coopération Sud-Sud aide les pays d'accueil à renforcer leurs capacités productives grâce aux services. En Égypte, une usine de câbles et d'accessoires en fibre optique a été créée début 2018 à Bader Industrial City, près du Caire, par une coentreprise égyptienne et chinoise^{33, 34}. L'usine est dotée d'une capacité de production d'environ un million de kilomètres de câbles à fibres optiques par an et une deuxième usine doit être construite³⁵. Grâce à un investissement de 30 millions de dollars sur les trois prochaines années, cette coentreprise vise à couvrir les besoins du marché égyptien et des autres marchés africains d'ici à la moitié de l'année 2019. L'augmentation de la capacité de production devrait permettre de produire 80 % des éléments du processus de fabrication des câbles au niveau local d'ici à 2021. La coentreprise produira également des câbles à poser dans des microtranchées : cette nouvelle technique permet d'installer les câbles sans avoir à creuser profondément sous terre (12 cm environ de profondeur suffisent). On estime que la valeur du marché égyptien de la fibre optique atteindra 9 milliards de dollars en 2023³⁶.

³³ Égypte, Ministère des technologies de l'information et la communication [Information and communications technology] ICT minister opens optical-fibre cables factory in Bader City. Disponible à l'adresse : www.mcit.gov.eg/Media_Center/Press_Room/Press_Releases/13806 (date de consultation : 18 février 2019).

³⁴ Égypte, par Hengtong Optic-Electric Co. Ltd (Chine) et HitekNOFAL Group (société égyptienne privée de technologies de l'information et de la communication).

³⁵ *Egypt Today*, 2018, Egypt inaugurates two fibre optic cable factories. 13 mars, disponible sur <http://www.egypttoday.com/Article/3/45145/Egypt-inaugurates-2-fiber-optic-cable-factories> (date de consultation : 4 janvier 2019).

³⁶ *Xinhua*, 2018, First Egyptian-Chinese fibre optic cable factory inaugurated in Cairo, 7 mars. Disponible à l'adresse : http://www.china.org.cn/world/Off_the_Wire/2018-03/07/content_50672224.htm (date de consultation : 4 février 2019).

La stratégie à long terme de la coentreprise est de faire de l'Égypte une plaque tournante pour l'exportation de câbles à fibres optiques et, à terme, de services de technologie et de communication vers les marchés africains et moyen-orientaux.

51. Ce projet aide le Gouvernement égyptien à mettre en œuvre son plan de création de 16 nouvelles villes intelligentes, dont l'un des objectifs est d'améliorer la productivité des entreprises grâce à l'Internet haut débit et aux services de transmission de données³⁷. Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire de disposer de nouvelles infrastructures d'information et de communication solides, y compris de câbles à fibres optiques, qui revêtent une importance primordiale.

52. En mai 2015, un contrat d'une valeur de 155 millions de dollars a été signé entre une entreprise de construction turque et une entreprise publique chinoise opérant dans les secteurs de la technologie et de l'ingénierie du ciment³⁸. L'accord représente une nouvelle forme de coopération et de partenariat stratégique dans le secteur. Comme prévu, le partenaire chinois a installé une ligne de production de ciment et de clinker à Ankara, tout en fournissant des services de conception et d'approvisionnement, et la société turque a construit l'usine. Ce partenariat a permis d'atteindre une capacité de production de 5 000 tonnes par jour, destinée à être utilisée par l'entreprise de construction turque.

53. L'alliance entre ces entreprises représente une nouvelle division du travail et un nouveau partenariat stratégique entre pays en développement dans le secteur de la construction, sous la forme d'un accord de services d'ingénierie, de fourniture et de construction qui est monnaie courante dans ce secteur. Lorsqu'ils sont intégrés dans la fabrication de biens tels que le ciment, les services d'ingénierie, de fourniture et de construction peuvent être considérés comme une nouvelle forme de coopération Sud-Sud visant à renforcer la capacité productive des pays d'accueil. L'entreprise sous-traitante conçoit le projet, fournit l'équipement et les matériaux nécessaires à l'échelle mondiale et construit une installation de production que son client utilise ensuite. Le pays d'accueil se dote ainsi de capacités de production dans des secteurs importants.

54. Dans le cadre de l'approche décrite ci-dessus, la société chinoise construit les lignes de production de ciment et de verre prévues dans des contrats d'ingénierie, de fourniture et de construction, et assure des services d'essai, d'exploitation, de maintenance, d'instruction et de formation à l'intention des entreprises de cimenterie.

VI. Conclusion

55. En tant que secteur d'activité prépondérant dans l'économie mondiale, représentant une part croissante du PIB, du commerce et de l'emploi, les services contribuent au renforcement des capacités productives en fournissant des ressources productives qui sont utilisées comme intrants par d'autres secteurs et en créant des liens de production. Les services peuvent accroître la productivité et stimuler la croissance de l'industrie manufacturière et de l'agriculture, contribuant ainsi directement au renforcement des capacités productives nationales et à la compétitivité du pays concerné sur les marchés internationaux.

56. Les pays qui cherchent à donner au secteur des services les moyens de jouer son rôle dans le renforcement de leurs capacités productives pourraient : adopter et mettre en œuvre des politiques nationales et créer des institutions qui encouragent le développement des infrastructures, des télécommunications, des services financiers et des services aux entreprises, tels que les services professionnels et les services de recherche-développement ; apporter un soutien public essentiel, y compris une aide financière, aux petites et moyennes entreprises afin de les aider à accroître leur capacité de production grâce aux services liés

³⁷ Égypte, Ministère des communications et des technologies de l'information [Information and communications technology], ICT minister opens optical-fibre cables factory in Bader City. Disponible à l'adresse : www.mcit.gov.eg/Media_Center/Press_Room/Press_Releases/13806 (date de consultation : 18 février 2019).

³⁸ Limak (société turque de construction) et Sinoma International Engineering (société chinoise de technologie et d'ingénierie dans le domaine du ciment).

aux technologies de l'information et de la communication ; envisager la création de centres de production grâce au développement des services de transport, notamment par la création d'un port de transbordement qui pourrait servir de catalyseur à d'autres secteurs ; améliorer les infrastructures de transport pour favoriser le développement du tourisme, par exemple au moyen d'un fonds de développement touristique ; importer des services (à condition d'avoir mis en place une réglementation appropriée), y compris grâce aux investissements étrangers directs – cette approche pourrait combler le déficit de services essentiels au niveau national. En outre, la coopération et les partenariats internationaux, y compris la coopération Sud-Sud, peuvent aider les pays en développement à accroître leur potentiel de productivité grâce aux services.

57. Les différences importantes constatées entre les exportations directes de services et la valeur ajoutée des services dans les exportations de tous les secteurs mettent en évidence les limites de la simple utilisation des données et statistiques relatives à la balance des paiements. La CNUCED élabore actuellement un projet d'étude de cas sur les moyens de mesurer la valeur ajoutée des services dans les exportations et l'analyse des services et des politiques commerciales connexes. L'objectif est de systématiser une méthode de mesure du « mode 5 » dans les pays en développement et d'évaluer les incidences de la politique commerciale et de la politique de services. La possibilité d'étendre cette assistance technique à d'autres pays et régions pourrait être étudiée.

58. Les experts souhaiteront peut-être examiner les questions suivantes (liste non exhaustive) :

- Comment les services renforcent-ils les capacités productives grâce aux ressources productives et aux liens de production ?
 - Comment les services peuvent-ils aider les petites et moyennes entreprises à accroître leurs capacités de production ?
 - Quelles sont les politiques et les institutions qui peuvent être conjuguées pour accroître la contribution des services à l'accroissement des capacités de production et d'offre dans l'économie ?
 - Dans quelle mesure la coopération Sud-Sud dans les services peut-elle promouvoir le rôle des services dans le renforcement des capacités productives des pays en développement ?
 - Comment la libéralisation du commerce peut-elle aider les pays en développement à renforcer la contribution de leur secteur des services aux capacités globales de production et d'offre ?
 - Comment les données sur les services peuvent-elles être améliorées dans les pays en développement à l'appui des objectifs du développement durable ?
-